

POUVOIR ET CULTURE

L'Institut Aspen élève les requins du business



Mélangant festival culturel, formation aux humanités et réflexion stratégique mondiale, l'Institut Aspen ne veut être ni un *think tank*, ni un Davos états-unien, mais un club pour une élite raffinée. Cette prétention intellectuelle et artistique permet aussi d'attirer des dirigeants d'Europe et d'Asie que la vulgarité des nouveaux riches texans rebute. L'institut est aussi propriétaire du domaine de Wye River où les présidents des États-Unis aiment à recevoir les grands de ce monde à l'abri des regards.

page 2

L'élection ne doit pas faire oublier la guerre des civilisations

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

Michael Moore revient sur la petite passe d'arme qui l'a opposé au sénateur John McCain durant la convention républicaine et se désole de l'utilisation de l'image de héros de la guerre du Vietnam de ce dernier par l'équipe Bush. Walid Phares et Robert G. Rabil déplorent pour leur part que la campagne électorale détourne l'administration Bush d'une confrontation avec la Syrie qu'ils appellent de leurs vœux.

page 5

REPÈRE : 3 SEPTEMBRE 1898

Arthur Rimbaud et le Jihad

En 1881, au Soudan, le leader religieux Muhammad Ahmad ibn as Sayyid Abd Allah reçoit une vision qui le proclame envoyé de dieu (Mehdi) et lui enjoint de libérer le Soudan de la mainmise Ottomane. Son appel au Jihad lui permet de lever une armée de milliers de combattants Ansar qui, en dix ans mettent en déroute l'occupant turco-égyptien - entre autres avec des armes achetées à un certain Arthur Rimbaud... La coalition Franco-Britannique présente en Égypte pour garantir la sécurité du Canal de Suez, s'inquiète quand Khartoum tombe aux mains d'Ahmad. Londres envoie 25 000 hommes pour « protéger notre investissement ». Le 3 septembre 1898, à Omdurman sur les bords du Nil, les 52 000 soldats de l'Armée du Mehdi lancent la charge contre les canons mobiles et les mitrailleuses anglaises... et se font massacrer. En cinq heures, 20 000 Mahdistes sont tués et autant sont blessés, tandis que les Anglais n'ont même pas cent morts. Lord Kitchener de jeter les prisonniers blessés dans le Nil. Les 10 000 prisonniers valides seront répartis comme esclaves ou mourront de faim et de typhus au camp de Khartoum, premier « camp de concentration » de l'Histoire. ■



CONVENTION RÉPUBLICAINE : À NEW YORK, LES LOBBYISTES FONT LEURS JEUX

La convention du Parti républicain qui se tient cette semaine à New York est une grande foire commerciale. Les lobbyistes des grandes multinationales viennent y investir leur argent sur le candidat Bush, comme on joue au casino, dans l'espoir d'un gain facile. D'après le *World Socialist Website*, le coût de cette grand-messe s'élève à 64 millions de dollars, financés par plus de 100 entreprises et individus donateurs, quand la convention démocrate culmine un peu modestement à 39 millions de dollars. Il va sans dire que, selon une pratique bien admise, ces « donations » ne sont pas désintéressées et peuvent s'accompagner de contrats écrits (et secrets) précisant les réglementations favorables que le candidat Bush s'engagera à faire adopter s'il reste à la Maison-Blanche. Parmi les généreux « militants » figurent des firmes comme General Motors (300 véhicules mis à disposition de la convention), Microsoft (a fourni des logiciels) et Panasonic, qui a mis 100 écrans plasma dernier cri (8000 dollars pièce) à disposition des délégués républicains. Par ailleurs, afin d'acheter le silence de la presse, le Pdg de Time Warner, Richard Parson, organise une fête à 1 million de dollars... pour les journalistes. ■

Pouvoir et Culture

L'Institut Aspen élève les requins du business

Mélangant festival culturel, formation aux humanités et réflexion stratégique mondiale, l'Institut Aspen ne veut être ni un *think tank*, ni un Davos états-unien, mais un club pour une élite raffinée. Cette prétention intellectuelle et artistique permet aussi d'attirer des dirigeants d'Europe et d'Asie que la vulgarité des nouveaux riches texans rebute. L'institut est aussi propriétaire du domaine de Wye River où les présidents des États-Unis aiment à recevoir les grands de ce monde à l'abri des regards.



Walter Isaacson
Directeur de l'Institut Aspen et ancien directeur de CNN.

À l'issue de la Seconde Guerre mondiale, le milliardaire Walter Paepcke, fondateur de la Container Corporation of America, rechercha un havre de paix où se ressourcer en écoutant de la musique et en dessinant de nouvelles lignes d'architecture. Le choix de l'esthète se posa sur le cadre enchanteur d'une station de ski naissante, Aspen (Colorado). Il y fit dresser par l'architecte finlandais Eero Saarinen une sorte de tente qui fasse amphithéâtre et salle de concert pour 2000 invités. Et il y convoqua un festival de musique classique à l'occasion du bicentenaire de la naissance de Goethe, en 1949. En ce début de Guerre froide, Albert Schweitzer, Ortega y Gasset et quelques autres s'y laissèrent émouvoir par les mélodies romantiques interprétées par Arthur

Rubinstein. Se plaisant au jeu, le mécène organisa l'été suivant un festival culturel de trois mois au cours duquel des conférences sur le Bauhaus alternèrent avec des concerts d'Isaac Stern et des projections cinématographiques. S'enhardissant, Walter Paepcke conçut le projet de délivrer à ses amis présents, chefs d'entreprises comme lui, une formation humaniste à la prise de décision inspirée de l'enseignement du professeur Mortimer J. Adler. Le mécène se muant en maître, il entreprit d'organiser, dès 1951, au cours du festival, un séminaire pour une vingtaine de dirigeants sur « Notre héritage américain », puis sur « La liberté humaine » et bientôt les conférences de Friedrich von Hayek [1] sur le libéralisme économique. C'est ainsi que naquit progressivement l'Institut Aspen pour les études humanistes.



Walter Paepcke
Fondateur de l'Institut Aspen.

À la mort de Walter Paepcke, son épouse, Elizabeth, et le frère de celle-ci, Paul H. Nitze, continuèrent son œuvre. Ce dernier était l'auteur de la directive 68 du Conseil de sécurité nationale fixant la doctrine de la Guerre froide [2].

Aspen devenait la station à la mode et le festival annuel de l'Institut était le seul endroit au monde où l'on pouvait espérer croiser aussi bien l'écrivain Edmund Wilson que le secrétaire d'État Henry Kissinger, l'économiste Jean Monnet que la diva du pop art Andy Warhol, le président de la Cour suprême Warren Burger ou encore le romancier Saul Bellow.

En 1978, l'Institut se vit offrir par de généreux mécènes le splendide domaine de Wye River (Maryland) qui lui sert désormais de siège.

En 1984, l'Institut se dote d'un Groupe de stratégie (Aspen Strategy Group), initialement pour favoriser un débat bipartisan sur la réduction de la course aux armements, puis pour aborder tous les grands sujets de politique étrangères.

L'Institut Aspen ouvre des filiales en Allemagne autour du Haut-commissaire états-unien Shepard Stone [3] (1974), en Italie (1984), en France avec l'ancien Premier ministre Raymond Barre (1985), et maintenant en Inde avec le « patron des patrons » Tarun Das (2004).

Le domaine de Wye River devient un haut lieu de la politique internationale. En 1990, c'est là que George W. Bush (père) et Lady Thatcher discutent du Nouvel ordre mondial avant que le président ne prononce son discours sur le sujet au Congrès. En 1991, il abrite la réunion préparatoire du sommet mondial de Rio sur l'environnement.

En 1998, le président Bill Clinton y reçoit Yasser Arafat, Benjamin Netanyahu et le roi Hussein de Jordanie pour négocier et signer l'accord de paix dit de Wye River. C'est encore dans le domaine, qu'en 2000, le petit Elian Gonzalez trouve refuge alors que Washington et La Havane se disputent sur son sort.

L'influence de la famille Waepcke s'estompe au profit de celle des McLaughlin.

D'abord David McLaughlin [4], président de la chaîne CBS ; puis Ann McLaughlin-Korologos, ancienne secrétaire au Travail sous Ronald Reagan et actuelle présidente de la Rand Corporation.



Yasser Arafat et Benjamin Netanyahu au domaine de Wye River en 1998.

L'Institut aujourd'hui

Aujourd'hui l'Institut Aspen est dirigé par Walter Isaacson, ancien directeur de CNN, puis de Time Magazine. Des personnalités prestigieuses de la politique ou de « l'industrie culturelle » siègent au Conseil d'administration : le prince saoudien Bandar bin Sultan, l'ancienne secrétaire d'État Madeleine K. Albright, Michael Eisner (Disney), le secrétaire général adjoint de l'ONU Olara A. Otunu, ou encore Jack Valenti, le patron du syndicat d'Hollywood.

Le Groupe de stratégie est co-présidé par l'ancien conseiller de sécurité nationale Brent Scowcroft et par le professeur Joseph S. Nye, doyen de l'École de gouvernement à Harvard. Le Groupe est devenu un club sélect pour l'élite washingtonienne qui se targue d'humanisme et de culture. Le secrétariat en a longtemps été assuré par Philip D. Zelikow, qui était alors un intime de Condoleezza Rice. Elle l'a fait nommer depuis secrétaire de la Commission présidentielle sur le 11 septembre.

Les séminaires de formation, par groupe de vingt personnes, facturés 8500 \$ la semaine, affichent complet. On s'y précipite, non pas tant pour y étudier la philosophie transcendante d'Adam Smith ou de Vaclav Havel, mais surtout pour jouir du cadre si doux en compagnie de personnalités aussi riches que soi.

Depuis que Raymond Barre a passé la main, la branche française de l'Institut est présidée par Jérôme Huret, un ancien cadre de Nortel Networks.

Contrairement au tronc états-unien, on y trouve beaucoup de hauts fonctionnaires et peu d'industriels de la culture. C'est qu'en France, on s'estime déjà cultivé et l'on ambitionne de fréquenter des États-uniens de son niveau qui ne soient pas trop nouveaux riches.

[1] « [Friedrich von Hayek, pape de l'ultra-libéralisme](#) » par Denis Boneau, *Voltaire*, 4 mars 2004.

[2] « [Les marionnettistes de Washington](#) » par Thierry Meyssan, *Voltaire*, 13 novembre 2002.

[3] Officier de la CIA, Shepard stone fut Haut-commissaire des États-Unis en Allemagne, puis responsable de la Fondation Ford (cf. « [La Fondation Ford, paravent philanthropique de la CIA](#) », *Voltaire*, 5 avril 2004), enfin dirigeant du Congrès pour la liberté de la culture (cf. « [Quand la CIA finançait les intellectuels européens](#) » par Denis Boneau, *Voltaire*, 27 novembre 2003).

[4] David McLaughlin est décédé la semaine dernière. Il laisse le souvenir d'avoir présidé la Croix-Rouge états-unienne lors des attentats du 11 septembre.

L'élection ne doit pas faire oublier la guerre des civilisations

Analyse

Face à l'image du héros militaire que se donne John Kerry pour séduire l'état major états-unien, l'équipe de campagne de George W. Bush a fait appel au sénateur John McCain, prisonnier de guerre au Vietnam, en dépit de l'opposition entre les deux hommes. En effet, lors de la campagne des primaires républicaines de 2000, l'équipe de campagne de Bush dirigée par Karl Rove avait utilisé les pires astuces pour briser la réputation de leur adversaire. John McCain s'est acquitté de sa tâche lors de la convention républicaine de New York où il a défendu l'action en Irak de l'administration Bush dans un discours dont *The Independent* reproduit des extraits. On notera qu'il n'y montre pas une agressivité débordante contre les démocrates et on se souviendra qu'il avait été pressenti par Hillary Clinton pour devenir le colistier de John Kerry. A l'occasion de ce discours, le sénateur McCain s'en était également pris au film de Michael Moore, *Fahrenheit 9/11*. Le réalisateur, présent dans la salle en tribune de presse, avait répliqué de façon ironique provoquant la fureur des militants républicains. Michael Moore revient sur cet épisode dans *USA Today* et se désole du rôle que doit jouer McCain. Tout en espérant que son film fera perdre l'élection aux républicains, il invite le sénateur à le visionner pour entendre la détresse des soldats états-uniens perdus en Irak.

L'état d'esprit des militaires inquiète l'ancien colonel de l'US Army, Andrew J. Bacevich. Comparant les sévices infligés aux prisonniers à Abu Ghraib au massacre de My Lai au Vietnam, il affirme aux lecteurs du *Los Angeles Times* que si seuls les sous-fifres sont jugés et condamnés et que les hauts gradés et les décideurs ne sont pas punis, l'armée états-unienne sombrera dans une crise

morale qui ne peut conduire qu'à sa défaite. Il faut donc que, comme pour My Lai, des têtes tombent. Bacevich se garde bien de rappeler que c'était Colin Powell qui avait choisi qui devait payer et qui serait blanchi lors de l'enquête sur le massacre au Vietnam. Par ailleurs, ce sont les adversaires de ce même Powell dans l'administration Bush qui pourraient payer pour les sévices d'Abu Ghraib si on remontait la chaîne hiérarchique. Mais on ne peut enlever à Bacevich le mérite de dépeindre les pratiques de torture comme un système cautionné au plus haut niveau : les dernières révélations de « mémos » confirment non seulement que, comme nous l'avions affirmé, **les manuels de torture de la CIA** sont bien utilisés par l'US Army, mais aussi qu'ils furent amendés tout spécialement, avec l'assentiment de Rumsfeld, pour y inclure l'utilisation de chiens destinés à terrifier les détenus pendant l'interrogatoire.

Alarmé par les sondages affirmant que 75 % des juifs aux États-Unis voteraient démocrate en novembre, Michael Freund, ancien conseiller de Benjamin Netanyahu, poursuit la campagne du *Jerusalem Post* de Richard Perle visant à convaincre les juifs états-uniens de voter Bush. S'appuyant sur les déclarations de dirigeants et d'éditorialistes arabes ayant adopté une position de « tout sauf Bush », Freund affirme que Kerry, malgré ses déclarations favorables à Israël, est l'homme des Arabes et qu'on ne peut pas lui faire confiance dans la guerre au terrorisme.

Cette focalisation sur les questions électorales inquiète Walid Phares et Robert G. Rabil car elle détourne l'administration Bush de la question libanaise. Dans le *Daily Star*, les deux hommes, qui militent pour un Liban chrétien à côté d'un Israël juif, dénoncent les manœuvres de Damas pour que leur fidèle Emile Lahoud reste au pouvoir trois ans de plus. Cette situation a provoqué les protestations de la France, de l'Allemagne et des États-Unis mais Phares souhaite une réaction immédiate et agite la menace de nouvelles attaques du Hezbollah contre Israël et les intérêts états-uniens dans la région. Quoi qu'il en soit, même si les États-Unis n'interviennent pas, Israël semble prêt à attaquer Damas. En effet, le vice-ministre de la Défense israélien, Zeev Boim, a menacé jeudi de lancer des opérations militaires contre la Syrie qu'Israël accuse d'être impliquée dans le double attentat suicide perpétré mardi à Beersheva.

La Prix Nobel de la paix Rigoberta Menchú Tum se réjouit dans le *New York Times* du procès en Californie d'Alvaro Saravia, responsable du meurtre de l'archevêque Romero sous la dictature de d'Aubuisson au Salvador. Elle espère que le jugement permettra aux pays d'Amérique centrale de faire cesser l'impunité dont jouissent certains criminels contre l'humanité et de répondre aux questions sur le rôle des États-Unis dans la protection des criminels.

Enfin, Denis MacShane, ministre des Affaires européennes du gouvernement Blair, apporte dans *Le Monde* sa contribution au débat de la gauche française sur le traité constitutionnel européen. Il affirme que ce traité garantit des droits aux travailleurs européens et que refuser ce texte serait rentrer dans le jeu des souverainistes. Compte tenu du rôle du gouvernement Blair depuis des années pour empêcher le développement de politiques économiques et sociales communes dans l'Union européenne, il n'est pas certain que les arguments de M. McShane convainquent beaucoup.

Réseau Voltaire

John McCain



Ancien prisonnier de guerre au Vietnam et issu d'une famille de militaires états-unis de haut rang, John McCain est sénateur républicain de l'Arizona. Il est président de la Commission du commerce, des sciences et des transports et membre de la Commission des forces armées du Sénat états-unien. Il était en 2000, le principal rival de George W. Bush à l'investiture républicaine pour l'élection présidentielle. Il préside l'International Republican Institute, un organisme satellite de la National Endowment for Democracy.

« La libération de l'Irak était nécessaire et noble »

Source : The Independent

Référence : « The liberation of Iraq was necessary and noble », par John McCain, *The Independent*, 1er septembre 2004. Ce texte est adapté du discours prononcé par John Mc Cain à la convention républicaine de New York.

Mes amis au parti démocrate nous assurent de leur conviction que gagner la guerre au terrorisme est la plus importante des obligations. Je ne doute pas de leur sincérité. Ils insistent sur le fait que pour nous protéger, il faut mener la guerre sur bien des fronts : dans les tribunaux, dans les institutions financières, avec les services de renseignements et la diplomatie. Ils affirment que nous avons besoin d'alliance. Nous sommes d'accord, c'est justement ce qu'a fait le président.

Grâce à ses efforts, nous avons reçu le soutien de bons amis dans le monde. Même si nous avons été déçus par certaines réactions, je ne doute pas de la sincérité de mes amis démocrates ; ils ne doivent pas douter de la nôtre. Le président **George W. Bush** a pris la difficile décision de libérer l'Irak car nous n'avions pas le choix entre le statu quo et une guerre sanglante, mais entre une guerre et une plus grande menace. Ne laissez personne dire le contraire. Je pense, aujourd'hui plus que jamais, que notre mission était nécessaire et noble.

Michael Moore



Michael Moore est écrivain et réalisateur de documentaires. Il a reçu un oscar pour son documentaire *Bowling for Columbine* et la Palme

« La critique cinéma de John McCain »

Source : USA Today

Référence : « The Ebert and McCain show », par Michael Moore, *USA Today*, 31 août 2004.

Pauvre **John McCain**, voilà un type pour qui j'ai toujours eu de la sympathie et qui en est réduit à jouer les porteurs d'eau de la campagne de **George W. Bush**. Lundi soir, j'étais dans la section réservé à la presse pour assister à la convention républicaine quand le sénateur McCain est passé du statut d'avocat de la Guerre d'Irak à celui de critique cinéma pour s'attaquer à *Fahrenheit 9/11*, un film qu'il a avoué plus tard ne pas avoir vu. Je sais que les Républicains sont

d'Or du Festival de
Cannes pour Fahrenheit
9/11

fous de rage à l'idée que ce film ait pu faire basculer juste ce qu'il fallait d'électeurs pour leur faire perdre l'élection.

Au beau milieu d'un discours sur la menace terroriste, il a affirmé que j'avais présenté l'Irak comme un " oasis de paix " dans mon film. En entendant cela, les 20 millions de spectateurs ont dû se demander comment ils avaient fait pour louper cette scène. En fait, il doit faire référence aux images d'irakiens vaquant à leur occupation quotidienne avant de mourir dans les bombardements que j'ai présentés dans mon film. Je voulais leur donner un visage humain. A ce moment là, je me suis senti mal pour McCain. Durant les primaires républicaines de 2000, le clan Bush a fait courir sur lui des rumeurs sur sa santé mentale après avoir passé cinq ans dans les camps de prisonniers au Vietnam, puis a affirmé qu'il avait un bébé noir (en fait sa femme et lui ont adopté une petite fille du Bangladesh) et aujourd'hui, il doit faire campagne pour eux. Toutefois, son histoire me fit rire et j'apparus à ce moment là sur les écrans de la convention. Les républicains se mirent à scander en rythme le slogan " quatre ans de plus ". Ils se trompaient dans leurs comptes ; il ne reste plus que deux mois et je rectifiai en leur faisant signe, mais cela ne fit qu'attiser leur frénésie. Il est étrange de voir qu'un parti prétendant nous faire gagner la guerre au terrorisme me siffle plus qu'ils ne le font pour Saddam ou Ben Laden. Peut-être est-ce parce que je suis plus facile à attraper. Je devrais inviter le sénateur McCain à voir mon film, il y verrait de braves soldats comme lui dire la vérité sur cette guerre.

Andrew J. Bacevich



Ancien colonel de l'US Army, Andrew J. Bacevich est professeur de relations internationales à l'université de Boston. Il est membre de l'American Academy à Berlin.

« Les militaires doivent faire réellement face au nouveau My Lai »

Source : Los Angeles Times

Référence : « Military Must Squarely Face New 'My Lai' », par Andrew J. Bacevich, *Los Angeles Times*, 31 août 2004.

Pour l'actuelle génération de soldats américains, Abu Ghraib est en train de devenir ce que le massacre de My Lai fut pour la génération qui a combattu au Vietnam : un épisode horrible de mauvaise conduite qui aboutit à une crise morale de l'armée. Il est intéressant de comparer les deux épisodes pour éviter que l'intégrité de nos troupes s'érode davantage. Les similarités entre My Lai et Abu Ghraib commencent avec le fait que dans les deux cas, il s'agit d'un groupe de soldat, et pas d'un seul individu, qui viole non seulement la loi mais les principes de la décence humaine. Chacun des deux épisodes a été d'abord caché par les officiers avant que les faits ne soient connus à cause des scrupules d'un militaire. Chaque fois, quand les affaires ont éclaté, le Pentagone a d'abord nié avant de limiter les dégâts en se concentrant sur quelques boucs émissaires. La différence entre les deux évènements est que les enquêtes sur Abu Ghraib ont évité la mise en cause de la responsabilité de l'état-major, et tant que les hauts gradés ne reconnaîtront pas leurs responsabilités, la situation morale empirera. Pour My Lai, seul le lieutenant Casey avait été condamné, mais beaucoup de ses supérieurs étaient passés en cour martiale et avaient vu leur

carrière brisée. Cette affaire avait rappelé à l'armée sa responsabilité, et sans responsabilité, l'armée va vers l'indiscipline, le déshonneur et la défaite. Nous devons réaffirmer les valeurs de notre armée et reconnaître les faits à Abu Ghraib.

Michael Freund

Michael Freund a été sous-directeur à la communication et au planning politique dans le cabinet de l'ancien Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu.

« Regardez qui veut voir perdre Bush »

Source : Jerusalem Post

Référence : « Look who wants Bush to lose », par Michael Freund, *Jerusalem Post*, 1er septembre 2004.

Les dictateurs du monde arabe n'en peuvent plus d'attendre que **George W. Bush** perde l'élection de novembre. Pris de peur en voyant la construction de l'expérience démocratique en Irak, les tyrans du Moyen-Orient placent leurs espoirs en **John Kerry**. La dernière chose qu'ils veulent c'est de voir un second mandat républicain décidé à réformer la région, un événement qui viendrait saper leurs efforts pour rester au pouvoir et acquérir des armes meurtrières. C'est pour cette raison que le monde arabe est exposé à une rhétorique anti-Bush et appelant à sa défaite.

Hassan Nafaa, dans le journal égyptien *Al Ahrām* du 12 août, a affirmé qu'une défaite de Bush en novembre serait le début du déclin de l'extrémisme et de la poussée de la modération. Il appelait de ses vœux l'élection de John Kerry, estimant sans doute que celui-ci serait plus complaisant avec les Arabes. Le 4 août, le *Syria Times* exprima des sentiments identiques et appela les citoyens américains à ne pas renouveler " l'erreur de 2000 ". **Yasser Arafat** semble également attendre une victoire démocrate si on en croit les organes de presse de l'Autorité palestinienne. L'Iran va même plus loin et n'hésite pas à comparer les néo-conservateurs à des nazis dans le *Tehran Times*.

Pourquoi toutes ces personnes souhaiteraient-elles l'élection de Kerry si elles ne pensaient pas qu'il serait plus doux avec les terroristes ? Il faut admettre que Kerry a eu des mots très durs pour la famille royale saoudienne et qu'il a reproché à Bush de ne pas prendre de sanctions plus dures vis-à-vis de la Syrie. Toutefois, les Arabes continuent à voir Kerry comme " leur homme " et les 75 % de juifs qui envisagent de voter pour Kerry d'après les sondages feraient bien d'y penser.

Walid Phares, Robert G. Rabil



Américain d'origine libanaise, Walid Phares est professeur d'études moyen-orientales et analyste sur les questions de terrorisme pour MSNBC. Il est expert du cabinet Benador Associates et bénéficie d'une bourse de la Foundation for the Defense of Democracies, un think-tank créé par l'ex-patron de la CIA James Woolsey. Il préside la World Lebanese Organization qui milite pour la création d'un Liban exclusivement chrétien à côté d'un Israël exclusivement juif.

Robert G. Rabil est professeur d'études moyen-orientales à la Florida Atlantic University et conseiller de l'American-Lebanese Coalition. Il est chroniqueur du Middle East Intelligence Bulletin, un mensuel publié conjointement par le Middle East Forum de Daniel Pipes (Le 3 de cœur du régime Bush) et l'US Committee for a Free Lebanon.

« Les Syriens ont fait une grosse erreur »

Source : Daily Star

Référence : « The Syrians have made a big mistake », par Walid Phares et Robert G. Rabil, *Daily Star*, 1er septembre 2004.

La Syrie manipule le processus démocratique libanais avec un mépris sans précédent. Samedi dernier, à l'occasion d'une réunion extraordinaire du gouvernement, Rafik Hariri a annoncé qu'il avait été décidé de prolonger le mandat du président Émile Lahoud de trois ans. Cette décision a provoqué les réactions de protestation de la quasi-totalité de la communauté internationale. De plus, certains membres du Conseil de sécurité de l'ONU se demandent s'ils ne vont pas adopter une résolution demandant le respect de la souveraineté libanaise tandis que les membres de la diaspora demandent le respect de la constitution.

Cette décision du gouvernement montre combien Damas continue de contrôler le processus démocratique libanais, et quoi qu'en dise Bashar el-Assad, la décision de prolonger le mandat de Lahoud est une décision syrienne qui vise à renforcer la position de Damas vis-à-vis des États-Unis et d'Israël. Toutefois, cette décision pourrait déboucher sur une confrontation entre la Syrie d'un côté et les États-Unis et les libanais de l'autre. La Syrie croit cependant pouvoir conserver son candidat en poste en faisant valoir auprès des États-Unis qu'il contiendra le développement du Hezbollah. En réalité, son maintien renforcera l'axe Syrie-Iran-Hezbollah contre la *Pax Americana* dans la région. L'Iran sert du Hezbollah comme d'une menace contre Israël en cas d'attaque par ce pays de ses installations nucléaires.

Ce n'est pas un hasard si cette décision intervient au moment où l'administration Bush est préoccupée par les élections et les difficultés en Irak. Toutefois, la Syrie a fait une erreur et cette décision l'entraîne vers une confrontation avec les États-Unis et les pays européens.

Rigoberta Menchú Tum



Figure de la lutte en faveur des Droits des amérindiens au Guatemala, son pays d'origine, et dans toute l'Amérique centrale, Rigoberta Menchú Tum a reçu le Prix Nobel de la Paix en 1992.

« La justice arrive pour l'archevêque »

Source : New York Times

Référence : « Justice Comes for the Archbishop », par Rigoberta Menchú Tum, *New York Times*, 31 août 2004.

Il y a 25 ans, l'archevêque Oscar Romero était assassiné alors qu'il célébrait une messe à San Salvador. La justice a enfin l'occasion d'être rendue, mais plutôt dans un tribunal du Salvador ce sera dans une cour de Californie où un résident états-unien de longue date, Alvaro Saravia, est jugé en civil suite à une plainte déposée par un groupe de défense des Droits de l'homme. M. Saravia, ancien capitaine de l'armée de l'air salvadorienne accusé d'avoir équipé et financé l'assassin de l'archevêque Romero, ne s'est pas rendu à son procès. Ce procès va être étudié attentivement en Amérique centrale où de fragiles nouvelles démocraties souffrent des effets causés les crimes impunis. Car l'impunité encourage la violence.

Les pays qui sortent d'une guerre civile doivent tenter de concilier l'exigence de stabilité, de paix et le besoin de justice ; une difficulté exploitée par ceux qui cherchent à protéger leurs intérêts. Au Salvador, Robert d'Aubuisson et Saravia ont été désignés par une commission de l'ONU comme coupables du crime contre l'archevêque mais ils n'ont pas été jugés car d'Aubuisson, l'ancien dictateur, est mort en 1992 et Saravia est aux États-Unis depuis 1987.

Ce procès soulève des questions. Comment Saravia est-il arrivé aux États-Unis ? Des documents déclassifiés du **département d'État** et de la **CIA** montrent que le gouvernement connaissait l'implication de Saravia dans l'assassinat. Il faut espérer que le procès servira à rendre justice à Oscar Romero et servira d'exemple aux États-Unis et aux autres nations.

Denis MacShane



Denis MacShane est ministre britannique travailliste des Affaires européennes.

« La gauche devrait dire oui à l'Europe »

Source : Le Monde

Référence : « La gauche devrait dire oui à l'Europe », par Denis MacShane, *Le Monde*, 1er septembre 2004.

Il a fallu un demi-siècle à la gauche européenne pour accepter l'Europe. Quand je suis rentré au parti travailliste en 1970 et pendant la moitié de ma vie, la gauche anglaise a été hostile à l'Europe. En votant oui au référendum validant la décision du Royaume-Uni d'entrer dans la CEE en 1975, **Tony Blair** passait pour un original, la majorité des militants du parti ayant voté non. Le programme du

parti travailliste est resté fondé sur le rejet de l'Europe jusqu'en 1983 car elle voyait l'Acte unique comme un manifeste capitaliste et Jacques Delors comme le défenseur de la rigueur budgétaire et le promoteur des multinationales européennes.

Aujourd'hui en Angleterre, c'est le Parti conservateur qui est hostile à la Constitution européenne même si la gauche de la gauche britannique se distingue par son soutien au protectionnisme. Les forces progressistes pensent quant à elles qu'il faut une Europe forte et cette pensée est essentielle à la survie de la gauche au XXIème siècle. Rejeter l'Europe c'est céder au populisme et l'Union européenne est la seule région du monde où les droits des travailleurs font partie des droits constitutionnels attachés à la citoyenneté. Les négociations menées dans le cadre de la Charte ont permis de consacrer des droits essentiels : le droit à quatre semaines au moins de congés annuels, le droit à la consultation, le droit à la retraite pour les travailleurs à temps partiel, la protection des salariés lors des rachats d'entreprises et des mesures anti-discriminatoires qui ont bénéficié en particulier aux homosexuels. Ces critères mettent l'Europe à l'avant garde mondiale du droit des individus ; cela explique pourquoi M. Murdoch et les néo-libéraux s'opposent au texte du traité.

Le traité apporte une contribution essentielle au débat sur la mondialisation : les travailleurs privés de travail et les salariés privés de droits ne sont pas condamnés à être les victimes du capitalisme moderne. C'est à eux de décider quelle Europe sociale ils veulent construire, via les syndicats qui sont des organisations auxquelles Bruxelles ne cherche pas à dicter la conduite. La contribution du Royaume-Uni à l'Europe sociale est de redonner du travail aux travailleurs. Le taux horaire du salaire minimum légal passera à 7,26 euros en octobre et le temps de travail a substantiellement baissé après avoir atteint des sommets sous le précédent gouvernement de droite. Le taux de syndicalisation est en baisse dans toute l'Europe sauf en Angleterre et dans les pays nordiques. La version britannique de l'Europe sociale, si elle n'est pas parfaite, a donc soutenu la syndicalisation.

Le nouveau traité européen n'appartient ni à la gauche, ni à la droite, il ne fixe pas à l'avance les choix politiques de l'Europe ; c'est à la gauche de se fixer une feuille de route. Laissons les conservateurs, les isolationnistes, les souverainistes et les populistes dire non. La gauche devrait dire oui à l'Europe.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .